

Lettre de la DACS

- Professions du droit et de la justice -

Juin 2025 - N°35

Sommaire



Première circulaire de politique civile

Pour la première fois de l'histoire de la Chancellerie un garde des Sceaux a adressé une circulaire de politique civile aux chefs de cour et de juridictions. [Lire la suite](#)



Réunion du groupe de travail attractivité juridique de la France

La 3^e réunion du groupe de travail attractivité s'est tenue au ministère de la Justice. Promouvoir l'attractivité juridique de la France est un des axes de la stratégie interministérielle d'influence par le droit 2023-2028. [Lire la suite](#)



Intervention de la DACS au 25^e congrès des AJMJ

Au congrès annuel des administrateurs judiciaires et mandataires judiciaires, la directrice des affaires civiles et du sceau, a salué ces deux professions dont l'expertise de terrain est essentielle pour accompagner l'évolution du droit des entreprises en difficulté. [Lire la suite](#)



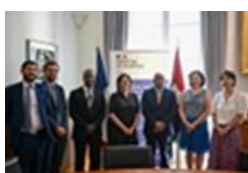
Déplacement de la DACS à la cour d'appel d'Amiens

La DACS est allée à la rencontre des civilistes et des bâtonniers du ressort de la cour d'appel d'Amiens pour évoquer les récentes réformes portées par sa direction. [Lire la suite](#)



Colloque sur les 10 ans du Règlement « Insolvabilité » à l'université de Toulouse Capitole

Une représentante de la DACS a participé à un colloque sur les 10 ans de l'adoption du Règlement (UE) de 2015 relatif aux procédures d'insolvabilité. [Lire la suite](#)



Visite d'une délégation des Émirats arabes unis

La DACS a reçu une délégation émirienne emmenée par le procureur de Dubaï. Cette rencontre a permis de mieux appréhender les systèmes juridiques des deux pays, dans la perspective d'une plus grande coopération en matière civile. [Lire la suite](#)



101^e réunion du RJECC à Varsovie sur le droit de la famille

La DACS a participé à la 101^e réunion des points de contact des États membres du réseau judiciaire européen en matière civile et commerciale (RJECC) relative à l'application du règlement européen « Bruxelles II (ter) ». [Lire la suite](#)

Ressources

- [Bilan démographique des professions d'administrateur et de mandataire judiciaires au 1^{er} janvier 2025](#)
- [Formation vidéo des commissaires de justice à la procédure de saisie des rémunérations](#)

Première circulaire de politique civile

Communiqué de presse. Le garde des Sceaux envoie pour la première fois une circulaire de politique civile aux chefs de cour et de juridictions. Gérald DARMANIN, ministre d'État, garde des Sceaux, ministre de la Justice a réuni le 27 juin par visioconférence les chefs de cour et de juridictions pour échanger sur la circulaire de politique civile qu'il leur a envoyée en milieu de journée. C'est la première fois de l'histoire de la Chancellerie qu'un garde des Sceaux envoie une telle circulaire aux chefs de cour et de juridictions.

Le présent projet de circulaire vise à instituer, pour la première fois, une politique nationale de la justice civile, articulée autour de priorités claires et d'un nouveau pilotage. Ce projet répond à un besoin ancien de reconnaissance de la justice civile comme véritable politique publique, dotée d'orientations ministérielles, d'objectifs opérationnels et d'un cadre de dialogue local. Cette circulaire se distingue par son caractère profondément novateur : elle pose les fondements d'une doctrine nationale en matière civile, jusque-là inexistante, en affirmant une stratégie portée par le ministère de la Justice :

- La mise en place des conseils locaux de politique civile (CLPC), organisés annuellement dans chaque juridiction, en présence des acteurs judiciaires, professionnels du droit, élus et partenaires locaux, afin de définir les priorités territoriales et d'assurer la lisibilité de l'action juridictionnelle. La question du fonctionnement de la justice civile sur le territoire ne peut pas se résumer à quelques phrases dans un discours de rentrée mais doit fait l'objet d'une présentation exhaustive aux partenaires de la juridiction ;
- La revalorisation du rôle du ministère public dans les procédures civiles et commerciales présentant un enjeu d'intérêt général, avec un accent particulier sur les remontées d'information relatives aux contentieux à fort impact économique, social ou géopolitique avec, comme priorité pour les procureurs, la sauvegarde de l'emploi et de notre souveraineté ;
- Le déploiement d'une véritable politique publique de l'amiable, fondée sur l'identification de magistrats référents, la formation des acteurs et l'inscription de cette politique dans les projets de juridiction. Il s'agit d'approfondir la politique de l'amiable déjà lancée et de l'amplifier. Deux décrets vont sortir dans les tous prochains jours pour renforcer l'amiable : la recodification du livre de code de procédure civile sur les mesures amiables et le décret Magicobus

- Le renforcement de la protection des majeurs vulnérables, par une application rigoureuse du principe de subsidiarité, un suivi plus étroit des mesures, et une coordination accrue avec les autorités sanitaires et sociales ;
- L'accompagnement des exploitations agricoles en difficulté, en développant une approche juridictionnelle spécifique, adaptée aux réalités du monde agricole, et en facilitant le recours aux procédures préventives ;
- La prise en compte du contrôle coercitif dans les procédures civiles, en particulier dans les contentieux familiaux, afin de mieux détecter les situations de violences invisibles et de renforcer la protection des victimes. Les situations dans lesquelles les femmes sont en danger ne se limitent pas aux procédures pénales ou aux procédures devant le juge aux affaires familiales. Une affaire de surendettement, un litige sur une liquidation de concubinage peuvent tout autant révéler des situations justifiant un signalement au parquet ;
- L'accélération de la dématérialisation de la procédure civile, avec la généralisation de la signature électronique, la mise en place d'un minutier numérique et l'expérimentation d'une gestion électronique de documents à l'échelle nationale. Dès cet été, les dossiers de plaidoiries dématérialisées sont expérimentés sur la GED civile. Dès la rentrée, les minutes électroniques pourront être transmises aux commissaires de justice ou aux avocats en version dématérialisée. Par cette circulaire, la justice civile est pleinement reconnue comme un levier d'action publique à part entière, au service de la cohésion sociale, de la protection des plus vulnérables et de la régulation économique. Elle permettra d'affirmer la place centrale des juridictions civiles dans l'action de l'État.

[Circulaire 27 juin 2025 politique civile.pdf](#)

Droit économique

Réunion du groupe de travail attractivité juridique de la France

La 3^e réunion du groupe de travail attractivité, copiloté par la DACS et la direction de la diplomatie économique du ministère de l'Europe et des affaires étrangères, s'est tenue au ministère de la Justice le 6 juin. Promouvoir l'attractivité juridique de la France est un des axes de la stratégie interministérielle d'influence par le droit 2023-2028.



*Crédit image
Joachim Bertrand/
ministère de la
Justice*

Dans un contexte de concurrence exacerbée des systèmes et des places juridiques, la question de la promotion de l'attractivité de la France, et plus particulièrement de sa capitale, est centrale.

L'ambition du groupe de travail, composé de représentants des juridictions, d'acteurs économiques et de professionnels du droit, est d'améliorer la perception de la France auprès des entreprises et des professionnels du droit et de renforcer les actions de l'écosystème juridique et judiciaire français en matière d'attractivité. Cette 3^e réunion, qui suit celles des 22 mai 2023 et 14 novembre 2023, a permis aux

participants de revenir sur leurs réalisations et la participation aux événements qui contribuent à la visibilité du droit et du système judiciaire français, notamment en matière d'arbitrage et de médiation.

Plus précisément, les participants ont discuté des travaux réalisés autour de la question de la langue en matière judiciaire, ainsi que de la rédaction et de la diffusion d'un argumentaire commun pour promouvoir l'attractivité.

Le comité de pilotage de la stratégie interministérielle du 3 juillet prochain, qui se tiendra au MEAE, sera l'occasion de présenter les réalisations du groupe de travail.

La DACS était représentée par **Martin Guesdon**, sous-directeur du droit économique, **Guillaume Bellot**, rédacteur au pôle négociations européennes et attractivité du département de l'entraide, du droit international privé et européen, et **Elisabeth Mahé**, rédactrice au bureau du droit des sociétés et de l'audit.

Hugo BERTIN, Pôle Droits de l'Homme et International, Conseil national des barreaux
Schéhrazade BEZARD, rédactrice attractivité des talents internationaux, Ministère de l'Europe et des affaires étrangères

Catherine BOINEAU, avocate

Clémence BOURILLON, cheffe du service des relations internationales, Cour de cassation

Max BRUNNER, chargé de mission JUB et attractivité, DAEI, ministère de la Justice

Thomas CLAY, professeur à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Véronique DEJEAN de la BATIE, notaire membre de la Commission internationale de la Chambre des notaires de Paris

Thomas DENFER, Président honoraire du CNGTC

Emilie DESORMIERE, coordonnatrice de formation, ENM

Jean-Guillaume DE TOCQUEVILLE, secrétaire général, HCJP

Evelyne GALL HENG, mandataire judiciaire, Présidente d'honneur du CNAJMJ

Joanna GHORAYEB, conseillère à la CCIP-CA

Marie GUICHOT-PERERE, directrice de mission droit des sociétés, boursier et conformité, MEDEF

Didier JEAN, chef de la mission de l'attractivité et du rayonnement économique, ministère de l'Europe et des affaires étrangères

Emmanuel JOLIVET, conseiller spécial ICC

Noëlle LENOIR, ancienne ministre, avocate

Sylvain MARTIN, secrétaire général, AFCDE

Jean-Baptiste MERLIN, conseiller juridique à la direction des affaires juridiques, MEAE

Christine MERTENS, directrice Europe & International, CSN

Louis-Baptiste MOREAU, rédacteur attractivité et affaires juridiques, MEAE

Patrick SAYER, Président du Tribunal des activités économiques de Paris

Béatrice WITVOET, avocate

Les participants par visioconférence :

Baï-Audrey ACHIDI, responsable métier, Business France

Karla AMAN, responsable des affaires publiques, CNGTC

Wendyam CONOMBO, pôle Droits de l'Homme et International, CNB

Bruno DEFFAINS, professeur Université Paris II Panthéon-Assas

Stéphane DE NAVACELLE, avocat

Sonya DJEMNI-WAGNER, avocate générale, chargée de mission au cabinet du Procureur général de la Cour de cassation

Marie-Victoria FREY, adjointe au chef du bureau attractivité des investissements, Direction générale du Trésor

Marie GUICHOT-PERERE, directrice de mission droit des sociétés, boursier et conformité, MEDEF

Anne-Charlotte GROS, directrice générale, Fondation pour le droit continental

Lise JAULIN, magistrate de liaison Royaume-Uni

Anne SOULELIAC, directrice du département international, Ordre des avocats au Barreau de Paris

Pierre TARRADE, Président de la Chambre des notaires de Paris

Johanne VERNIER, adjointe à la sous-directrice du département international, ENM

Olivier VIGNA, délégué général adjoint, Paris Europlace

Professions réglementées

Intervention de la DACS au 25^e congrès des AJMJ

Le congrès annuel des administrateurs judiciaires et mandataires judiciaires (AJMJ) s'est tenu du 18 au 20 juin 2025 à La Colle-sur-Loup (Alpes-Maritimes). Aux côtés de François-Charles Desprat, président du Conseil national des administrateurs judiciaires et mandataires judiciaires (CNAJMJ), Valérie Delnaud, directrice des affaires civiles et du sceau, a salué ces deux professions dont l'expertise de terrain est essentielle pour accompagner l'évolution du droit des entreprises en difficulté.



Crédit
image
Christophe
Giraudeau/
CNAJMJ

La DACS a remercié le CNAJMJ de sa collaboration quotidienne avec le ministère Justice et rappelé que le [groupe de travail sur la simplification du droit des entreprises en difficulté](#), installé par le garde des Sceaux le 27 mai, bénéficie de l'appui du bureau du droit de l'économie des

entreprises. « *La réforme du droit des entreprises en difficulté vise à bâtir une architecture juridique plus lisible et à renforcer l'attractivité économique de la France, en cohérence avec la stratégie d'influence du droit français* » a insisté Valérie Delnaud.

La création prochaine d'un label a également été évoquée. Il permettra d'identifier les compétences des administrateurs judiciaires en matière de gestion des copropriétés en difficulté. Les conditions d'obtention du label seront définies par décret.

Enfin, la directrice a souligné la diversité et le dynamisme des professions d'administrateur judiciaire et de mandataire judiciaire relevés dans le [bilan démographique 2025](#).

Martin Guesdon, sous-directeur du droit économique de la DACS, a participé à l'atelier « Perspectives européennes et internationales de réformes du droit de l'insolvabilité ». Il a rappelé que les discussions en cours à Bruxelles sur la création d'un droit européen des entreprises en difficulté (directive « Insolvency III ») offre à l'Union européenne la chance d'aller plus loin dans l'intégration du marché intérieur et à la France l'opportunité de renforcer l'influence de son modèle juridique.

Sur le terrain

Déplacement de la DACS à la cour d'appel d'Amiens

Le 10 juin, la directrice des affaires civiles et du sceau, accompagnée de la sous-directrice du droit civil, est allée à la rencontre des civilistes et des bâtonniers du ressort de la cour d'appel d'Amiens pour évoquer les récentes réformes portées par sa direction.



Accueillie par Valérie Baudrillard, première présidente de la cour d'appel d'Amiens, Valérie Delnaud a pu évoquer [la réforme de l'apostille](#), entrée en vigueur le 1^{er} mai, et la réforme de la procédure de [saisie des rémunérations](#), qui entrera en vigueur le 1^{er} juillet. La DACS a rappelé que sa direction était à l'écoute des juridictions pour les accompagner dans la mise en place des différentes réformes.

Elle a également détaillé deux projets de décret, l'un sur l'instruction conventionnelle et la recodification des modes amiables de règlement des différends, qui permettra



l'extension de l'audience règlement amiable (ARA) à l'ensemble des juridictions, et l'autre, sur diverses mesures de simplification de la procédure civile, notamment en matière de communication électronique. Ces deux projets de décret devraient être publiés en juillet, pour une entrée en vigueur en septembre 2025. Leur publication sera accompagnée d'une circulaire de présentation.

Cette journée a permis à Valérie Delnaud, DACS, et Flavie Le Tallec, sous-directrice du droit civil, de rencontrer le matin les bâtonniers en présence des cheffes de

cour et l'après-midi, de réunir les magistrats, attachés de justice et greffiers du ressort.

Le prochain déplacement aura lieu à la cour d'appel d'Orléans le 3 juillet 2025.

Credit images CA d'Amiens

Colloque sur les 10 ans du Règlement « Insolvabilité » à l'université de Toulouse Capitole

L'adjointe au chef du bureau du droit de l'économie des entreprises de la DACS a participé, le 5 juin, au colloque organisé par l'Université de Toulouse Capitole et l'association Trans Europe Experts pour les 10 ans de l'adoption du Règlement (UE) de 2015 relatif aux procédures d'insolvabilité.

L'Université de Toulouse bénéficie en effet d'une expertise reconnue en droit européen et international de l'insolvabilité, au travers des travaux conduits par la chaire Jean Monnet – Eurins.

A l'initiative d'Eugénie Fabriès-Lecea, titulaire de la chaire et maître de conférence à l'Université de Toulouse Capitole, le colloque « Les 10 ans du Règlement (UE) 2015-848 sur les procédures d'insolvabilité : entre bilan et révision » a réuni des spécialistes de la matière, universitaires, praticien(ne)s et magistrat(e)s. La participation de la DACS s'inscrit dans le cadre des négociations européennes et internationales auxquelles elle participe.

Constance Marécheau, adjointe au chef du bureau du droit de l'économie des entreprises, a ouvert le colloque aux côtés d'Eugénie Fabriès-Lecea et de Laura Sautonie-Laguionie, professeure à l'université de Bordeaux, pour évoquer la fabrique du droit et le rôle de la Chancellerie dans les négociations européennes. Lors de la table ronde sur la circulation des décisions en matière d'insolvabilité en Europe, la représentante de la DACS a apporté son regard de magistrate, entre évaluation des règles et explication des difficultés rencontrées en pratique. Les échanges du colloque feront l'objet d'une publication sous forme d'actes.



Table ronde sur la circulation des décisions, de g. à d. : Constance Marécheau, adjointe du bureau du droit de l'économie des entreprises, Philippe Dedieu, président du tribunal de commerce de Toulouse, Jean-Luc Vallens, magistrat honoraire.

International

Visite d'une délégation des Émirats arabes unis

Le 25 juin, la directrice des affaires civiles et du sceau a reçu une délégation émirienne emmenée par le procureur de Dubaï. Cette rencontre a permis de mieux appréhender les systèmes juridiques des deux pays, dans la perspective d'une plus grande coopération en matière civile.

Valérie Delnaud a commencé par présenter l'organisation de la direction et son rôle en matière de coopération civile et commerciale ; sur les questions d'attractivité juridique et d'arbitrage ; concernant la préparation et la mise en œuvre des réformes législatives et réglementaires. Les compétences de la DACS sur les questions constitutionnelles et de protection des données ont également été expliquées.

Les délégations ont ensuite abordé de manière approfondie le fonctionnement des notifications d'actes judiciaires et extra-judiciaires entre les deux pays, fondé sur la Convention d'entraide bilatérale du 9 septembre 1991 relative à l'entraide judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale. Elles sont convenues d'étudier ensemble les modalités de mise en œuvre de cet instrument bilatéral pour permettre des échanges plus fluides. A cette fin, a été évoquée la mise en place de points de contact dans les ministères de la

justice qui constituent les autorités centrales de chaque pays.

Un échange a également porté sur le secteur de l'immobilier et plus particulièrement les obligations qui incombent aux professionnels du droit placés sous la tutelle de la DACS, tels que les notaires, en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme (LBC/FT), et les modalités de contrôle de ces obligations par leurs instances professionnelles.

Enfin, les délégations ont envisagé de poursuivre les échanges sous la forme d'ateliers techniques, qui pourraient être mis en place en lien avec le magistrat de liaison français aux Émirats arabes unis.

Les participants se sont grandement réjouis de cet échange, qui constitue le point de départ de relations régulières qui permettront de mettre en place des bonnes pratiques et de renforcer la coopération judiciaire en matière civile et commerciale, dans l'intérêt des justiciables.



De g. à d. : Philippe Salomon, magistrat de liaison, Antoine Serrado, chef du bureau de la déontologie et de la discipline des professions, Ismail Ali Madani, procureur de Dubaï, Valérie Delnaud, DACS, Adelrahmane Murad Al Blooshi, sous-secrétaire du secteur de la coopération internationale et des affaires juridiques au ministère de la justice, Vanessa El Khoury- Moal, cheffe du département de l'entraide, du droit international privé et européen, Charlotte Gevaert-Delhay, cheffe du bureau du droit immobilier et du droit de l'environnement. *Crédit photos Florian Szyjka/ Ministère de la Justice*

101^e réunion du RJECC à Varsovie sur le droit de la famille

Les 17 et 18 juin, la DACS a participé à la 101^e réunion des points de contact des États membres du réseau judiciaire européen en matière civile et commerciale (RJECC) relative à l'application du règlement européen « Bruxelles II (ter) ».

La rencontre, organisée par la présidence polonaise et la Commission européenne, a permis aux États membres de faire le bilan sur la mise en œuvre du règlement (UE) n° 2019/1111 du 25 juin 2019 dit « Bruxelles II (ter) », près de trois ans après son entrée en vigueur le 1^{er} août 2022.

Cet instrument, au cœur de la coopération européenne en matière familiale, définit non seulement les règles de compétence,

de reconnaissance et d'exécution des décisions en matière de divorce et de responsabilité parentale, mais institue également de nombreux mécanismes de coopération entre les États membres concernant la protection internationale des enfants, la mise en œuvre des droits de visite transfrontières ou encore les enlèvements internationaux d'enfants.



Les délégations étaient composées de praticiens des différentes autorités centrales en charge de l'application de ce règlement (en France : la DACS et la DPJJ), de représentants des professions juridiques (magistrats, avocats, notaires et personnels de greffe), ainsi que des différents points de contact du RJECC dans chacun des États membres.

Cette rencontre a été l'occasion d'échanger sur diverses situations rencontrées dans le cadre des dossiers de coopération relevant de ce règlement. Les avancées du groupe de travail sur la numérisation du règlement Bruxelles II (ter) ont aussi été présentées.

La numérisation de la coopération judiciaire entre les États membres représente un défi important pour les prochaines années.

Une table ronde sur le thème de la prise en compte des questions de protection des données lors de l'application du règlement Bruxelles II (ter) par les autorités centrales a permis aux États membres de présenter leur pratique et dispositions nationales en la matière, en complément du RGPD.

La prochaine réunion du RJECC aura lieu les 22 et 23 octobre 2025 à Bruxelles, elle portera sur les règlements européens relatifs à la notification et à l'obtention de preuves.



La délégation française, de g. à d. : Camille Druilhet, rédactrice au département de l'entraide, du droit international privé et européen (DEDIPE de la DACS), Céline Burel, greffière principale au DEDIPE, Manon Francillout, magistrate et rédactrice à la Direction de la protection judiciaire de la jeunesse (SAEI), Gabrielle Coudin, point de contact national du RJECC (DACS) et Stéphanie Hebrard, 1^{re} vice-présidente et coordinatrice du pôle famille au tribunal judiciaire de Paris.

Ressources

- [Bilan démographique des professions d'administrateur et de mandataire judiciaires au 1^{er} janvier 2025](#)
- [Formation vidéo des commissaires de justice à la procédure de saisie des rémunérations](#)

[Retour au sommaire](#)

Publication : Direction des
affaires civiles et du sceau

Pour s'inscrire à cette lettre :
lettre.daca@justice.gouv.fr

Suivez-nous
sur les réseaux sociaux :

